

Students' Views on Educational Reform

Students all over the world are in revolt against the Establishment, the System, the Schools. And whatever the local circumstances, the special problems, the particular demands, there appears to be a general cry for educational reform. Though Canada has been spared large scale riots so far, our students are hardly complacent. They, too, join in the demand for significant change.

* * * * *

Pour une transformation radicale

Gilles Duceppe

Le mouvement étudiant international ne s'est pas borné à contester les structures et les formes actuelles des systèmes d'éducation à travers le monde. L'on peut cependant affirmer que c'est à partir des problèmes en éducation et autour de ces problèmes qu'est né et que s'est poursuivi le mouvement de contestation.

Il serait sûrement intéressant d'analyser les facteurs qui sont communs aux différents mouvements et de cerner les éléments de solution proposés par ces mouvements étudiants. Cependant, il nous semble préférable d'étudier ce que fut la réforme scolaire au Québec, et ce qu'elle est encore, et de voir dans quelle mesure cette réforme a transformé notre système d'éducation et dans quelle mesure le système actuel répond aux exigences des étudiants.

Une réforme de structures

La réforme scolaire fut au Québec le point tournant de la révolution tranquille. Cependant, elle s'inscrit entièrement, sous tous ses aspects, dans le cadre de la révolution tranquille, c'est-à-dire qu'elle fut surtout une adaptation réussie, et bien menée, aux besoins définis par le contexte nord-américain.

Nous avons mentionné une réforme de structures mais c'est en réalité plus que cela. Il faut reconnaître qu'avant la création du Ministère de l'Éducation, l'État n'avait aucune autorité dans le domaine de l'éducation et que les francophones devaient s'en remettre aux nombreuses communautés religieuses tout en s'inclinant devant les anglophones qui eux s'étaient dotés d'un système éducationnel qui leur permettait de tout contrôler.

La création du Ministère de l'Éducation a transformé cette situation. Les communautés religieuses perdent le monopole de l'éducation et l'État y joue alors un peu son rôle. Nous disons *un peu* car si l'État, par son intervention, permet une certaine rationalisation des ressources disponibles (autant humaines que matérielles) il n'échappe pas au rôle de la vache à lait car nombreuses sont les institutions, pré-universitaires et surtout universitaires qui sont subventionnées à même les fonds publics mais sans avoir à rendre compte à l'État.

Par ailleurs, plus le Ministère développe le système public plus son autorité s'intensifie. Il semblerait logique dans cette perspective de parler de réforme véritable. Cependant l'on se rend compte que la rupture avec les structures archaïques, que la meilleure utilisation des ressources, que l'adaptation aux besoins de la société nord-américaine n'ont pas transformé notre société, n'ont pas apporté une nouvelle forme d'enseignement. En somme, notre système éducationnel, si modifié puisse-t-il être, n'a pas cessé de poursuivre les mêmes buts que l'ancien, soit d'intégrer à l'intérieur des cadres existants le citoyen sans lui permettre de remettre en question ce qui est établi. On constate de plus que ce sont sensiblement les mêmes dirigeants qui sont en place et que la transformation des structures a très peu modifié les mentalités.

L'étudiant demeure en effet celui qui reçoit un enseignement mais qui n'y participe pas; celui "qu'on forme" mais qui ne se forme pas.

Les techniques pédagogiques demeurent sensiblement les mêmes qu'auparavant; les valeurs véhiculées demeurent à peu près inchangées (même si elles ne "passent" pas toujours); les méthodes de contrôle ne sont également pas révisées.

La réforme des structures a également accentué le gigantisme des maisons d'enseignement et a développé une structure administrative de plus en plus bureaucratique et dépersonnalisée.

Pour une transformation radicale

Les étudiants sont conscients depuis longtemps de la situation que nous avons énoncée mais ils ne l'expriment collectivement que depuis peu. Ce malaise ressenti par les étudiants ne saurait être amoindri, encore moins disparaître et ne pourra en fait que déboucher sur une transformation radicale non seulement de l'école mais de toute la société.

Cette transformation radicale du système d'éducation exige une redéfinition de l'enseignement en fonction de la réalité sociale et politique. Il ne faut plus considérer l'étudiant comme un être désincarné, en préparation dans un incubateur hermétiquement fermé à la société, c'est-à-dire, un individu engagé de force à l'intérieur du processus de transformation d'une société en mutation.

Cette redéfinition de l'enseignement ne peut conséquemment être faite sans la participation des étudiants. Cependant, nous ne confondons pas participation et consultation, comme plusieurs le font. Les étudiants sont depuis quelque temps invités à participer de façon bien particulière, c'est-à-dire, qu'on les invite à se prononcer sur toute question et qu'on leur affirme par la suite que leur opinion sera considérée. Or l'étudiant n'accepte plus de remettre le pouvoir de décision sur des sujets qui le concernent à une minorité d'individus qui sont sensés représenter l'intérêt général.

Cette attitude du milieu étudiant n'en est pas une, par ailleurs, qui se veut exclusive, c'est-à-dire, que les étudiants ne s'attribuent pas le contrôle entier de l'université. Les étudiants considèrent plutôt que la gestion de l'université doit relever de la société, donc être entre les mains de toutes les composantes de notre société. Nous n'avons pas, je crois, à démontrer que les institutions d'éducation ne répondent pas actuellement à cette exigence.

Les objectifs de l'enseignement

Il serait quelque peu contradictoire dans cette optique de définir les objectifs que l'enseignement doit viser, puisque ce serait se vouloir représentatif en quelque sorte de toute une collectivité, celle des étudiants. Nous pouvons tout de même préciser trois objectifs normatifs que doit viser l'enseignement, lesquels sont d'ailleurs complémentaires. Ce sont : la maîtrise de soi, l'intégration consciente à la société et l'acquisition d'une compétence. Ces termes peuvent être interprétés de façons bien différentes et peuvent servir à défendre toutes les causes !

Par maîtrise de soi nous n'entendons pas individualisme mais plutôt l'épanouissement véritable de l'être, ce qui implique, entre autres choses, la possibilité d'expression totale et le respect de l'opinion d'autrui (ce qui est très différent du fair play et qui signifie plutôt une remise en question de soi face aux autres).

L'intégration consciente à la société ne constitue pas une conformisation à celle-ci en fonction d'une spécialisation sans optique à long terme. Cette intégration à la société implique que l'individu s'exprime, puisse accepter certaines choses et en rejeter d'autres. Cela demande donc une réflexion profonde qui ne saurait être canalisée par les mécanismes d'assimilation des cadres de la société établie. L'intégration consciente à la société nécessite un sens critique aigu, une remise en question constante des valeurs établies.

Nous avons aussi mentionné l'acquisition d'une compétence, ce qui est presque un synonyme de spécialisation. Nous ne repoussons évidemment pas la spécialisation mais nous nous opposons à la "parcellisation"; c'est-à-dire à ce qu'un individu ne se sente responsable et impliqué qu'à l'intérieur du champ spécifique de sa spécialisation.

Cette transformation radicale du système d'éducation ne peut donc se percevoir dans une perspective statique mais exige plutôt une réévaluation constante d'un système qui ne saurait exister qu'en état de perpétuelle transformation.

